

**DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE
VILLE DE BAIE-MAHAULT**


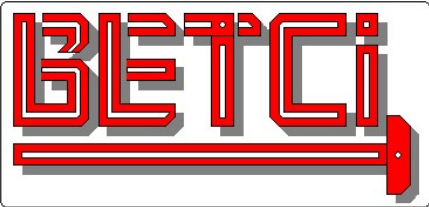

**TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DE SECURITE
DU CWTC DE JARRY
CREATION D'ESPACES D'ATTENTE SECURISES**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES**

C.C.T.P.

LOT N°05-FLUIDES-EQUIPEMENTS TECHNIQUES EAS

	<p style="text-align: center;">MAITRE D'OUVRAGE</p> <p style="text-align: center;">CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DES ILES DE GUADELOUPE</p> <p style="text-align: center;">Rue Félix Eboué 97159 POINTE-A-PITRE CEDEX Tél : 0590 93 76 00 -Fax : 0590 90 21 87</p>
---	---

ARCHITECTE	B.E.T ECONOMISTE.	B.E.T FLUIDES
		
<p>ZAC de Colin- Immeuble Odysée 1^{er} étage – Porte 2 97170 Petit Bourg Tél. 0590 95 85 34 – Fax. : 0590 95 85 36 Email : secretariat.bmc@wanadoo.fr</p>	<p>Immeuble « Raphaël » -13, Zac de Houelbourg Z.I. de Jarry BAIE-MAHAULT B.P. 2133 – 97194 JARRY CEDEX Tél. 0590 38.06.26 – Fax. : 0590 26 77 95 Email : betci@groupe-encelade.com</p>	<p>7 Immeuble Génédis ZI de la Lézarde 97 232 LE LAMENTIN T : 05 96 51 78 58 Email : fi501@wanadoo.fr</p>

SOMMAIRE

A.	GENERALITES.....	3
A.1.	OBJET DU LOT	3
A.2.	CONTEXTE DU PROJET	3
A.2.1.	Contexte du projet.....	3
A.2.2.	Classement de l'établissement.....	3
A.3.	NATURE DES TRAVAUX	3
A.4.	LISTE DES NORMES, REGLEMENTS ET DTU	4
A.4.1.	Textes législatifs et réglementaires.....	4
A.5.	PIECES A REMETTRE PAR LES SOUMISSIONNAIRES ET CONTENU DE LEUR PROPOSITION	5
A.6.	CONTENU DES OFFRES.....	5
A.7.	CONTENU DES PRESTATIONS	5
A.8.	DOCUMENTS D'EXECUTION	6
A.9.	DEROULEMENT DES TRAVAUX	7
A.10.	ECHANTILLONS	7
A.11.	CONDITIONS D'EXECUTION	7
A.12.	CONTROLE DES INSTALLATIONS	9
A.13.	RECEPTION ET GARANTIE.....	11
A.13.1.	Procédure des Opérations Préalables à la Réception (O.P.R.).....	11
A.13.2.	Déroulement des Opérations Préalables à la Réception.	11
A.13.3.	Réception des installations.....	12
A.13.4.	Après réception.....	12
A.14.	ESSAIS	13
A.14.1.	Généralités.....	13
A.15.	ESSAIS DE FONCTIONNEMENT ET DE SOLIDITE.....	13
A.15.1.	Nature des essais	13
A.15.2.	Essais des dispositifs de sécurité et d'alarme	13
B.	DESCRIPTION DES INSTALLATIONS.....	14
B.1.	TRAVAUX D'EQUIPEMENTS TECHNIQUES POUR L'AMENAGEMENT DES ESPACES D'ATTENTES SECURISES	14
B.1.1.	Dispositif d'éclairage de sécurité	14
	Fourniture et mise en œuvre d'un éclairage de sécurité conforme à l'article EC10 du RS comprenant :	14
B.1.2.	Signalisation réglementaire	15
B.1.3.	Consigne réglementaire.....	15
B.1.4.	Interphone dans l'EAS.....	15
B.1.5.	Extincteur à eau pulvérisée	16
B.1.6.	Mallette PPMS dans l'EAS	16
B.2.	TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE.....	17
B.2.1.	Installation de flash lumineux dans les WC	17
B.2.2.	Installation de parafoudres de type 1 dans les armoires électriques	17
B.2.3.	Mise à jour des plans de sécurité de l'ensemble du CWTC.....	17

A. GENERALITES

A.1. OBJET DU LOT

Le présent document a pour objet la définition et la description des travaux suivants pour la mise en conformité du CWTC à JARRY – POINTE A PITRE :

- Travaux d'équipements techniques pour l'aménagement des espaces d'attentes sécurisés
- Travaux de mise en conformité des installations électriques comprenant :
 - Installation de flash lumineux dans les WC
 - Installation de parafoudres de type 1 dans les armoires électriques

A.2. CONTEXTE DU PROJET

A.2.1. CONTEXTE DU PROJET

La CCI a décidé de mettre en conformité l'ensemble des niveaux du CWTC par la mise en œuvre d'espaces attente sécurisés sur les 4 niveaux de R+1 à R+4. Ils permettront la mise en sécurité des personnes à mobilité réduite en cas d'incendie. Les individus présentant un handicap temporaire ou non pourront se réfugier dans cet espace dédié pour leur apporter la protection nécessaire en attendant une évacuation par les secours extérieurs

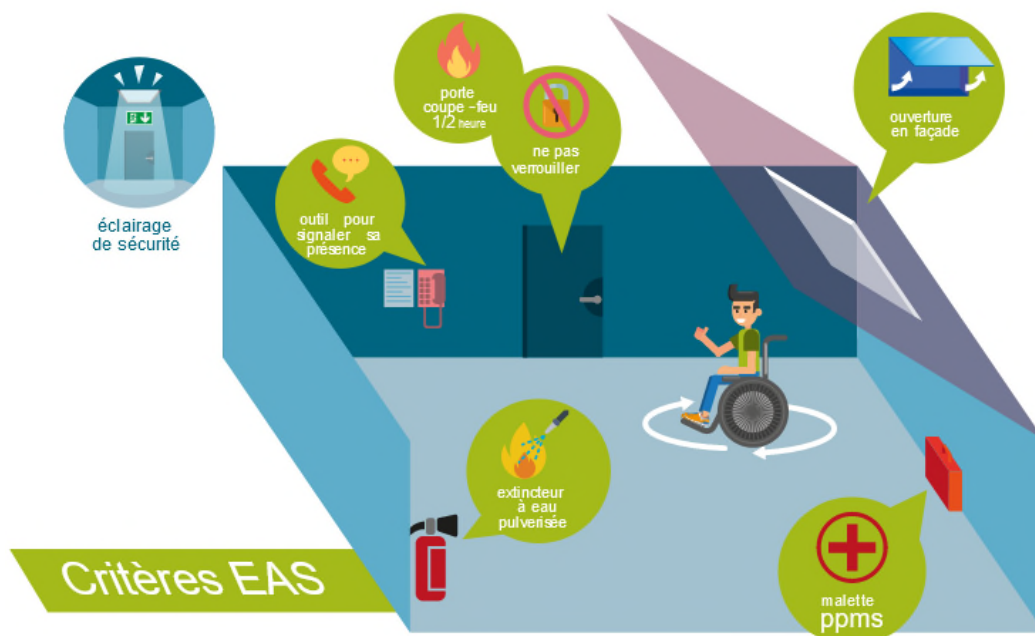
A.2.2. CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Il s'agit d'un établissement de 1^{ere} catégorie comprenant des activités de type T, M,N,W-L-R
L'établissement est équipé d'un SSI de catégorie A sans détection automatique et d'une alarme de type 1

A.3. NATURE DES TRAVAUX

Les prestations prévues comprendront notamment :

- Un dispositif d'éclairage de sécurité permettant d'atteindre et de repérer facilement les EAS
- Une signalisation réglementaire placée à des endroits stratégiques permettant de signaler la présence des EAS
- La pancarte de consigne réglementaire affichée dans l'EAS
- Un extincteur à eau pulvérisée dans l'EAS
- Une mallette PPMS dans l'EAS
- Un interphone dans l'EAS permettant à la personne de signaler sa présence et communiquer avec le poste de surveillance
- Installation de flash lumineux dans les WC
- Installation de parafoudres de type 1 dans les armoires électriques
- Les plans d'exécution.
- Les DOE.



A.4. LISTE DES NORMES, REGLEMENTS ET DTU

La liste des textes énoncés ci-après n'est pas exhaustive et ne constitue qu'un rappel des principales réglementations applicables à l'installation.

A.4.1. Textes législatifs et réglementaires

- Code de la Construction et de l'Habitation - Protection contre l'incendie. Classification des matériaux
- Code de la Construction et de l'Habitation - Protection contre les risques d'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public
- Code du Travail - Hygiène, sécurité et conditions de travail - Hygiène, aménagement des lieux de travail, prévention des incendies :
 - Prévention des incendies, évacuation - Articles R.232-12 à R.232-12-22
 - Mesures d'application - Dispositions générales - Article R.232-14 et R.232-14-1
- Code du Travail - Hygiène, sécurité et conditions de travail - Dispositions applicables aux opérations de construction dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité du travail - Prévention des incendies, évacuation
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié – Règlement de sécurité incendie dans les ERP – Article CO 34, §6, CO57 à CO60
- Arrêtés des 24/09/2009 et 11/12/2009 : Espaces d'Attente Sécurisés
- Article GN8 : évacuation des personnes en situation de handicap
- NF C15 100
- Décret du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs mettant en œuvre des courants électriques

Cette liste ne pourra être considérée comme limitative.

La liste ci-dessus n'est pas exhaustive et ne constitue qu'un rappel des principales

réglementations applicables à l'installation. En règle générale, l'entrepreneur du présent lot devra se tenir au courant de toutes modifications applicables au moment de la signature du marché. Si en cours de travaux, de nouveaux règlements ou normes entraient en vigueur, l'entreprise est tenue d'en référer, par écrit, au Maître d'Ouvrage.

A.5. PIECES A REMETTRE PAR LES SOUMISSIONNAIRES ET CONTENU DE LEUR PROPOSITION

L'offre de l'entrepreneur sera supposée comprendre tous les frais relatifs aux travaux de tous corps d'état qui seraient à engager, par lui, pour la réalisation complète de ses prestations à partir des bases définies par la Maîtrise d'Oeuvre.

Il ne pourra arguer d'une méconnaissance des prestations dues par ou pour les autres corps d'état. Il sera réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des plans et CCTP des autres corps d'état.

En cas de doute, il devra chiffrer la solution complète qui lui apparaîtra la meilleure et devra le signaler dans sa proposition.

A.6. CONTENU DES OFFRES

Dans les offres devront ressortir clairement, la marque et le type ainsi que les caractéristiques détaillées des matériels tels que prévus au présent CCTP.

A.7. CONTENU DES PRESTATIONS

Il est convenu que, moyennant le prix qui sera prévu au marché, l'entrepreneur adjudicataire devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement des installations projetées, sans être fondé à se prévaloir d'erreurs, d'omissions ou d'une insuffisance de renseignements dans les plans et pièces qui lui auront été remis à l'occasion de l'appel d'offres.

Seront inclus dans son offre :

- Tous les documents et plans nécessaires
- Tous les matériels et matériaux nécessaires à la construction et au bon fonctionnement de tous les ouvrages des installations
- Le nettoyage et l'enlèvement, au fur et à mesure, des gravois provenant du fait de l'entreprise
- Les essais, réglages et équilibrage
- Les plans d'exécution des ouvrages.

En résumé, il devra la livraison des installations en parfait état de service et de fonctionnement. L'entrepreneur, en signant son marché, prend la responsabilité de la conception et de l'exécution de l'installation. Il devra donc faire part de ses remarques éventuelles sur la conception du dossier avant la signature de son marché, faute de quoi, il est réputé avoir

accepté les clauses du dossier.

L'entrepreneur devra tous les plans de montage qu'il jugera utile d'établir en complément de ceux qui lui sont remis avec l'appel d'offres pour exécuter les ouvrages. Ces documents devront recevoir l'approbation du Maître d'Oeuvre. En cas de modifications du programme survenant après signature des marchés, toutes les dispositions précédentes resteront valables et seront notifiées par écrit à chaque organisme concerné.

Ces installations devront être conformes aux prescriptions stipulées dans le Cahier des Clauses Générales, le Cahier des Clauses Particulières et le présent Descriptif, ainsi que le Descriptif des autres corps d'états.

Dans le cas où les stipulations du devis descriptif ne correspondraient pas à celles des plans, notamment en ce qui concerne les dimensions, l'entrepreneur se doit d'envisager la solution la plus onéreuse.

De ce fait, il ne peut réclamer aucun supplément en s'appuyant sur le fait que la désignation mentionnée sur les plans d'une part, et sur le devis descriptif d'autre part, pourrait présenter d'inexact, d'incomplet ou de contradictoire.

A.8. DOCUMENTS D'EXECUTION

Aucun équipement ne pourra être mis en oeuvre sur chantier sans avoir reçu l'approbation technique préalable du Maître d'Oeuvre et du Bureau de Contrôle.

L'entrepreneur retenu pour l'exécution des travaux soumettra à l'agrément du Maître d'Oeuvre tous les documents d'exécution, notamment :

- les dessins d'ensemble et de détails
- les procès-verbaux de classement au feu
- les schémas renseignés
- les différents certificats d'épreuve, de conformité, etc. ...
- les fiches techniques des matériels et matériaux

Une première série de ces documents sera soumise dans un délai de 20 jours à dater de l'ordre de service prescrivant le début des travaux.

Dans le cas où, par suite d'indications insuffisantes portées sur les documents, la pose des canalisations ou des matériels nécessiterait des travaux supplémentaires de quelque nature que ce soit, les frais en seraient à la charge du présent entrepreneur.

Si l'entrepreneur n'est pas le constructeur du matériel, il communiquera à ce dernier les plans détaillés de son installation et recueillera de celui-ci, sous forme de certificat de conformité, son accord sur le projet lui garantissant le bon fonctionnement du matériel en fonction de sa mise en oeuvre et de ses impératifs. Cela n'exonérera en rien l'entrepreneur de sa responsabilité vis-à-vis du Maître d'Oeuvre et du Maître d'Ouvrage.

En cours de travaux, les équipements ou modifications demandés par le Maître d'Ouvrage ou par l'entrepreneur feront l'objet des dessins de réalisation accompagnés de notes justificatives et devis correspondants que l'entrepreneur devra proposer à la Maîtrise d'Oeuvre pour

approbation.

Dans ce cas, les incidences financières entraînées au niveau des autres corps d'état, par ces changements ou modifications, sont à la charge du présent entrepreneur.

Il devra justifier chaque modification par un document comportant :

- un numéro d'ordre avec indication du numéro de son lot
- une partie descriptive rappelant l'origine de la demande de la nature des travaux proposés
- un détail estimatif regroupant l'ensemble des montants des prestations à réaliser par le présent lot, et les lots concernés par la modification.

A.9. DEROULEMENT DES TRAVAUX

En cours d'exécution des travaux, l'entrepreneur ne pourra apporter aucune modification au projet sans y être autorisé par écrit. En revanche, il devra tenir compte de ce qui lui sera demandé par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Oeuvre concernant les impératifs d'ordre esthétique (implantation des matériels) ou technique.

Aucun changement au projet ne pourra être apporté en cours d'exécution sans l'autorisation du Maître d'Oeuvre, les frais résultant de changements non autorisés et de toutes leurs conséquences, ainsi que tout travail supplémentaire exécuté sans ordre, seront à la charge de l'entrepreneur.

A.10. ECHANTILLONS

Dans un délai de 30 jours après notification du marché, l'Entrepreneur du présent lot présentera pour agrément, les échantillons de tous les matériaux et matériels qui sont définis dans le présent C.C.T.P.

En ce qui concerne le choix des matériaux, l'Entrepreneur est tenu d'employer les espèces et qualités des matériaux prescrits par le Maître d'Oeuvre.

Dans le cas où les mots "Equivalent" ou "Similaire" seraient employés dans le C.C.T.P., l'Entrepreneur doit, avant la mise en oeuvre, soumettre au Maître d'Oeuvre les échantillons, prototypes et documents techniques concernant les produits ou matériels prévus au C.C.T.P. et ceux des produits ou matériels proposés en substitution, seul le Maître d'Oeuvre apprécie s'il y a équivalence ou similitude et décide du choix à retenir.

L'Entrepreneur n'assurera la mise en oeuvre de ces matériels qu'après accord écrit de la maîtrise d'Oeuvre. Tout le matériel mis en oeuvre portera la marque nationale de conformité.

A.11. CONDITIONS D'EXECUTION

Le prix est établi pour une installation complète en ordre de fonctionnement.

Toutes les prestations annexes connexes nécessaires à la parfaite mise en oeuvre des ouvrages seront compris au présent lot et notamment :

- Percement, rebouchages
- Passage des fourreaux

- Serrurerie
- Socles supports.
- Protections étanches pour les équipements posés à l'extérieur
- Tous les accessoires et sujétions

Tous les documents ainsi que les schémas seront soumis à l'approbation de la Maîtrise d'Oeuvre, et du Bureau de Contrôle ; rien ne pourra être mis en oeuvre sans accord sur plans signés par la Maîtrise d'Oeuvre, et le Contrôleur technique.

L'Entrepreneur reste seul responsable des erreurs qu'entraîneraient pour les autres corps d'état, soit un oubli, soit une modification de son fait des ouvrages.

Les installations réalisées par d'autres corps d'état, et utilisées par l'Entrepreneur du présent lot, seront réceptionnées par ce dernier afin que le fonctionnement de l'ensemble demeure sous sa seule responsabilité.

Le commencement des travaux d'installation des appareils vaudra acceptation des supports et autres prestations qui interfèrent avec les prestations des présents lots.

La répartition des prestations entre les différents corps d'état et le présent lot s'effectuera selon la décomposition ci-après.

L'Entrepreneur procédera sous sa responsabilité aux essais de fonctionnement, de sécurité et aux contrôles techniques de son installation, suivant les documents techniques en vigueur.

L'Entrepreneur fournit dûment remplis les documents afférents à ces essais.

Tous les essais seront effectués par l'Entrepreneur sous sa responsabilité ; il fournit la main d'Oeuvre, le matériel nécessaire et les instruments de mesures, ces accessoires restant sa propriété.

Si tous les appareils sont reconnus conformes aux dispositions du projet, les essais satisfaisants et les dossiers de récolement fournis, la réception pourra être demandée au Maître d'ouvrage.

Aucune cote ne doit être relevée à l'échelle sur les plans remis par le Maître d'Oeuvre.

En cas d'erreur, d'insuffisance ou de manque de cote, l'entrepreneur devra en référer au Maître d'Oeuvre qui fera lui-même les mises au point ou rectifications nécessaires.

L'entrepreneur restera seul responsable des erreurs et des modifications qu'entraîneraient pour lui et les autres corps d'états, un oubli ou l'inobservation de cette clause.

Au cas où les essais ne seraient pas satisfaisants, l'Entrepreneur sera tenu d'effectuer, à ses frais, dans le délai imparti par le Maître d'Ouvrage, toutes les modifications, réparations, remplacements ou adjonctions.

L'Entrepreneur sera alors tenu d'enlever, à ses frais, les matériels refusés et supportera la totalité des dépenses occasionnées par cette dépose. Faute par lui de ne pas l'avoir fait dans les délais donnés, il y sera procédé d'office et à ses frais après simple mise en demeure par ordre de service.

Le procès-verbal d'essais ne pourra tenir lieu de réception des ouvrages ; celle-ci sera prononcée dans les conditions fixées par le CCAP et le CCAG.

En outre, afin d'éviter que les installations non réglementaires soient réalisées et que les

constatations des défauts ne soient pas faites qu'au moment des réceptions, de ce fait trop tard pour y remédier, le Maître d'Oeuvre et le Contrôleur technique interviendront dans les conditions suivantes :

- Vérification des plans d'exécution avant tout commencement des travaux
- Respect du planning général
- Essais, vérifications, mesures effectuées en cours de travaux.

L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur le fait que toutes inobservations des mises en demeure du Maître d'Oeuvre, adressées à la suite de ses constatations, entraîneront ipso facto et sans autre avertissement, la suspension de tout règlement de situations, acomptes, mémoires, jusqu'à l'obtention de pleine et entière satisfaction.

Le fait de soumissionner implique l'Entrepreneur à accepter cette clause qui vise à sauvegarder les intérêts du Maître d'Ouvrage.

Avant tout commencement des travaux, l'Entrepreneur sera tenu d'accomplir les formalités suivantes :

Un dossier complet définitif devra être établi par l'Entrepreneur et soumis à l'approbation pour accord, copie à la Maîtrise d'Oeuvre et au Contrôleur technique. Ce dossier comportera tous les schémas et leurs notes de calculs concernant son intervention.

Il devra établir tous les contacts utiles avec les Services concessionnaires afin d'obtenir dans les délais prévus les différentes interventions liées à ces ouvrages.

Il se soumettra à toutes les vérifications et visites de ces Services et fournira tous les documents ou pièces justificatives demandés.

Il informera par écrit la Maîtrise d'Oeuvre de tous ses contacts, fournira tous les documents et renseignements qu'il aura recueillis au cours de ses interventions concernant soit la construction, soit l'exécution des travaux qui ne sont pas à sa charge, soit l'exploitation des installations.

A.12. CONTROLE DES INSTALLATIONS

L'Entrepreneur prendra, à ses frais, toutes les dispositions nécessaires à la mise en application d'un autocontrôle de l'exécution des ouvrages réalisés.

Il est tenu de désigner un représentant qualifié agréé par le Maître d'Oeuvre, muni des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles, donner toutes instructions au Personnel de son entreprise, assister aux rendez-vous de coordination et aux réunions de chantier et assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en oeuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'Entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux Normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du Marché.
- Au niveau du stockage, l'Entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées.

- Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera tant à la phase conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécutés par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.
- Au niveau des essais, l'Entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles, et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

L'Entrepreneur effectuera son autocontrôle à ses frais. Il devra en soumettre les modalités au Maître d'Oeuvre et au Bureau de Contrôle, ces derniers pouvant faire modifier les dispositions prévues par l'entreprise sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité.

L'Entrepreneur fera éditer à ses frais les documents supports nécessaires à l'autocontrôle.

Avant réception et livraison des installations, l'Entrepreneur devra procéder aux essais de sécurité et aux essais de fonctionnement de ses installations, conformément aux dispositions figurant dans le document technique COPREC N° 1.

Les résultats seront transcrits dans le document technique COPREC N° 2.

A.13. RECEPTION ET GARANTIE

A.13.1. Procédure des Opérations Préalables à la Réception (O.P.R.)

En préalable l'Entrepreneur remettra à la Maîtrise d'Oeuvre en 1 exemplaire :

- les notices techniques en français des matériels installés
- les notices générales d'exploitation
- les notices d'entretien et la nomenclature des pièces détachées
- le dossier des ouvrages exécutés
- les cahiers d'équilibrage des réseaux
- les cahiers d'essais des installations par systèmes et locaux desservis
- les schémas d'installations avec numéros de repère
- les schémas électriques dont un exemplaire sera disposé dans chaque armoire
- les déclarations relatives aux produits industriels étrangers, si nécessaire
- aura procédé à l'étiquetage de tous les matériels et organes de robinetterie, clapets coupe-feu, etc...

A.13.2. Déroulement des Opérations Préalables à la Réception.

A.13.2.1. Dates

Elles auront lieu sur demande écrite de l'entrepreneur, aux dates choisies par le Maître d'Ouvrage

A.13.2.2. Matériels de mesure et de contrôle

Tous les matériels et appareils de mesures et les ingrédients nécessaires seront fournis et posés par l'installateur à ses frais, ainsi que la main d'Oeuvre nécessaire aux essais dont il aura proposé, au préalable le protocole.

L'Entrepreneur reste propriétaire de ces matériels et appareils.

A.13.2.3. Mise à disposition des fluides

Tous les fluides seront fournis à titre gracieux par le Maître d'Ouvrage, pendant la durée normale des essais prévus au planning.

A.13.2.4. Documents à remettre par l'Entreprise au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Oeuvre et au Contrôleur Technique

Le dossier de récolement complet, y compris :

Les procès-verbaux dûment remplis

- Les relevés des mesures effectuées durant ces essais sur chacune des installations avec les observations et les interventions nécessitées pour remédier aux anomalies constatées qui ont permis d'établir les procès-verbaux

- La totalité des plans de récolement sur Autocad

A.13.3. Réception des installations

Elle sera prononcée après O.P.R. satisfaisantes et conditionnée par la remise des documents d'autocontrôles et par le dossier des Ouvrages Exécutés fournis en 3 exemplaires dont un reproductible.

Les réserves devront être levées par l'entrepreneur à ses frais et dans le délai qui lui sera imparti.

Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage sera fondé à faire modifier ou compléter les travaux par un entrepreneur de son choix, aux frais, risques et périls de l'entrepreneur initial.

Les dépenses de toutes natures, que le Maître de l'Ouvrage serait obligé de faire par suite du mauvais fonctionnement de tout ou partie des installations, seront à la charge de l'entrepreneur sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient lui être réclamés.

L'entrepreneur reste garant de son installation jusqu'à la réception.

A.13.4. Après réception

Pour tous les ouvrages objet du présent lot, la garantie est de 1 an à compter de la date d'effet de la réception.

Pour les ouvrages de génie civil ou pour les ouvrages encastrés ou noyés dans le génie civil, la garantie est de 10 ans à compter de la date d'effet de la réception.

La garantie de bon fonctionnement est de 1 an.

Pendant la période de garantie l'entrepreneur doit :

- le réglage définitif de l'installation
- l'obligation de résultat conforme aux conditions de bases contractuelles
- remédier à tous les désordres nouveaux et faire en sorte que l'ouvrage demeure conforme à l'état où il était lors de la réception, toutes imperfections corrigées.

Si l'entrepreneur néglige de faire les réparations nécessaires dans le délai qui lui sera imparti, ces réparations seront exécutées à ses frais, risques et périls, par un entrepreneur choisi par le Maître de l'Ouvrage.

Le délai de garantie des ouvrages concernés par les réparations sera prolongé de 1 an à compter de la date des réparations.

En cas de remplacement de pièces, la période de garantie sera prolongée d'une durée égale à celle d'origine.

Tous bris, accidents, ou détériorations, qui se produiraient pendant la durée de la garantie et qui seraient la conséquence d'une surcharge, d'une imprudence, ou d'un manque d'entretien, imputables au Maître d'Ouvrage, ou d'un cas de force majeure, seront exclus de la garantie.

L'Entrepreneur devra garantir les fournitures et les travaux contre tous vices de conception, de construction et de montage, cachés ou apparents pendant la durée fixée au CCAP à prendre en compte dès la réception des travaux.

Cette garantie oblige, sur simple demande, à réparer, remplacer ou modifier sans indemnités ni dommages et intérêts, toute partie qui viendrait à être reconnue défectueuse ou non

conforme au CCTP, aux règles de l'Art et aux règlements en vigueur, à la date de la remise des offres et ce dans un délai inférieur à 12 heures compris week-end et jours fériés, pour les appareils essentiels au fonctionnement du système, même si le matériel provient de fabrications autres que celles représentées officiellement par le concurrent.

Si l'Entrepreneur n'a pas envoyé d'ouvriers dans le délai imparti, les travaux seront exécutés à ses frais, indépendamment des dommages intérêts qui lui seraient réclamés, si le défaut de réparation causait un accident ou un préjudice.

A.14. ESSAIS

A.14.1. Généralités

Les essais seront classés en 3 catégories :

- essais de fonctionnement et de solidité des ouvrages
- essais de sécurité (concerne la sécurité des personnes)
- essais acoustiques.

Dans tous les cas, l'entreprise devra prévoir la présence d'un responsable autorisé, aidé si besoin est, d'un ou plusieurs metteurs au point, munis des instruments de mesure nécessaires à la vérification des résultats, que ce soit les températures des fluides ou des locaux, les niveaux sonores, pression, etc ...

D'autre part, l'entreprise devra fournir tous les procès-verbaux des matériaux et matériels qui doivent recevoir l'agrément d'un laboratoire d'essais agréé. C'est le cas notamment pour les matériaux coupe-feu (les clapets coupe-feu).

L'entreprise devra procéder à ces essais en présence du Maître d'Oeuvre et du bureau de contrôle (essais de solidité, de sécurité et de fonctionnement intéressant ce dernier). Auparavant, il devra s'être assuré du bon fonctionnement des installations et avoir procédé à l'équilibrage des différents réseaux hydrauliques et aérauliques.

A.15. ESSAIS DE FONCTIONNEMENT ET DE SOLIDITE

A.15.1. Nature des essais

Les installations devront comprendre les essais suivants :

- essai des dispositifs de sécurité et d'alarme
- essai des appareils mécaniques, électromagnétiques, électroniques.

A.15.2. Essais des dispositifs de sécurité et d'alarme

Pour autant que ces essais n'entraînent pas de détériorations de l'installation, les dispositifs de sécurité et d'alarme devront subir les simulations des conditions entraînant leur déclenchement.

On vérifiera la réponse des dispositifs à ces simulations.

Les essais ne devront pas être destructifs (essais de fusibles, par exemple)

Les essais devront porter sur la totalité des dispositifs de sécurité et d'alarme relatifs aux installations.

B. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

B.1. TRAVAUX D'EQUIPEMENTS TECHNIQUES POUR L'AMENAGEMENT DES ESPACES D'ATTENTES SECURISES

B.1.1. Dispositif d'éclairage de sécurité

Fourniture et mise en œuvre d'un éclairage de sécurité conforme à l'article EC10 du RS comprenant :

- Des blocs autonomes de sécurité (BAES) antipanique dans les EAS
- De DBR (dispositifs de balisage renforcé) disposés de façon stratégique dans les circulations permettant d'acheminer aisément les personnes vers l'EAS. Ils seront posés en encastré ou en saillie en fonction de leurs localisations et l'efficacité du balisage. Toutes les sujétions seront prévues à cet effet, et seront intégrées à l'offre de l'entreprise.

NB : les équipements posés à l'extérieur sera prévu avec un IP adapté à son lieu de pose (intempéries, risques mécaniques,...)

MODE D'INSTALLATION DES DBR :

Objectif : permettre de baliser clairement le cheminement vers les EAS pour les personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas évacuer par les voies normales



A installer :

- Le long des cheminements menant spécifiquement aux EAS ou faisant l'objet de flux croisés entre les publics se dirigeant d'une part vers les EAS, et d'autre part, vers les sorties. Ils sont accompagnés du signal visuel T29 du fascicule FDX08-040-3 et de la flèche directionnelle, éclairés par le DBR
- Au-dessus de l'entrée des EAS et visibles depuis les cheminements. Ils sont accompagnés du signal visuel T29 du fascicule FDX08-040-3 et éventuellement de la flèche directionnelle vers le bas, éclairés par le DBR

- Le long des cheminements menant aux issues de secours aménagées pour fauteuils roulants. Ils sont accompagnés du signal visuel T28 du fascicule FDX08-040-3 et de la flèche directionnelle, éclairés par le DBR

B.1.2. Signalisation réglementaire

Cette signalisation sera complémentaire des BAES chargés de diriger aisément les personnes vers les EAS. Il utilisera les pictogramme réglementaires d'évacuation ou de signalisation

Espace d'attente sécurisé (T29)



B.1.3. Consigne réglementaire

Des panneaux réglementaires de consigne seront installés dans les EAS



B.1.4. Interphone dans l'EAS



Il sera fourni et mis en œuvre d'un système d'interphonie pour les 4 niveaux et les 8 EAS

permettant à toute personne réfugiée dans les EAS d'entrer en contact avec les équipes de secours en cas d'incendie ou tout autre évènement nécessitant l'évacuation du bâtiment. Ce système sera de type PACK REFUGE EAS8 (réf 440 8958) de chez CASTEL ou similaire comprenant :

- Les postes d'appel placés dans les EAS
- La centrale d'interphonie et le poste de supervision avec affichage LCD
- L'alimentation secourue par batteries
- Le câblage avec architecture de type BUS
- NB : Il sera prévu une protection permettant d'adapter l'IP pour les unités qui seront posés dans les EAS extérieurs (contre les intempéries, le vol, les chocs mécaniques,...)

B.1.5. Extincteur à eau pulvérisée

Il sera fourni et posé dans chaque EAS un extincteur portatifs à eau pulvérisé de 6 l

NB : Il sera prévu une protection pour les extincteurs qui seront posés dans les EAS extérieurs

B.1.6. Mallette PPMS dans l'EAS



Il sera mis en œuvre dans chaque EAS, une mallette PPMS † conforme à la circulaire n°2015-205 du 25 novembre 2015, relative à l'élaboration du Plan Particulier de Mise en Sûreté. comprenant :

- **Les documents suivants :**
 - Tableau d'effectifs vierge
 - Fiche « conduites à tenir en première urgence »
 - Copie de la fiche de mission des personnels et des liaisons internes
 - Plan indiquant les lieux de mise en sûreté (internes ou externes)
 - Fiches individuelles d'observation
- **Au moins les matériels suivant nécessaire aux premiers soins, et le matériel de protection de la zone de confinement :**
 - Des brassards
 - Une radio à piles (avec piles de rechange)
 - Des rubans adhésifs
 - Les rubans adhésifs permettront de calfeutrer les portes, fenêtres, fentes et autres aérations de la pièce de confinement si nécessaire.

- Des linges, chiffons ou essuie-tout
 - Une lampe de poche avec piles
 - Un seau ou des sacs plastiques
 - Les seaux ou sacs plastiques seront utiles dans le cas où les WC ne sont pas accessibles depuis votre pièce de confinement.
 - De l'eau s'il n'y a pas d'accès à un point d'eau
 - Des gobelets
 - Des ciseaux
 - Des jeux de cartes, dés, papiers, crayons
 - 5 Masques FFP2 pliables,
 - 3 Paquets de 3 mouchoirs
 - 4 Garnitures périodiques, · 3 Paires de gants nitrile non stériles taille XL
 - 1 Thermomètre frontal
 - 10 Sachets de chlorhexidine
 - 1 Paire de ciseaux 10 cm
 - 1 Pince à écharde 8cm,
 - 12 Sacs à déchets rouges
 - 5 Sachets vomitoires
 - 5 Savons 15gr flow pack
 - 25 Sucres enveloppés,
 - 1 Ruban adhésif pare vapeur 5cm x 33m
 - 1 Rouleau d'essuie-tout
 - 1 Guide de premiers soins
- NB : Il sera prévu une protection pour les mallettes qui seront posés dans les EAS extérieurs (contre les intempéries, le vol, les chocs mécaniques,...)

B.2. TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE

B.2.1. Installation de flash lumineux dans les WC

Il sera fourni et posé dans les sanitaires PMR des flashs lumineux qui seront raccordés au réseau existant

B.2.2. Installation de parafoudres de type 1 dans les armoires électriques

Il sera fourni et posé dans les tableaux électriques des parafoudres de type 1 y compris tous les accessoires et toutes les sujétions. L'entreprise sera supposée avoir visité les locaux afin d'intégrer dans sa prestations toutes les sujétions nécessaires à une parfaite mise en œuvre

B.2.3. Mise à jour des plans de sécurité de l'ensemble du CWTC

B.2.3.1. Contenu de la mise à jour

La mise en œuvre des EAS, et la mise en conformité nécessitent la mise à jour de l'ensemble des plans de sécurité du CWTC et du registre de sécurité.

Il s'agit des plans suivants existants sur tous les niveaux :

- des plans d'intervention
- des plans d'évacuation

- Point de rassemblement avec balisage
- Registre de sécurité

Tous les plans cités précédemment seront déposés et remplacés par des plans mis à jour et conformes à la NFS 60-303

B.2.3.2. Conditions préalables d'exécution

Nature du plan

Les plans seront constitués des :

- plan d'intervention
- plan d'évacuation
- Point de rassemblement avec balisage

Les éléments à faire figurer sur le plan doivent être fixés par accord entre les parties

Visite préalable

Le soumissionnaire doit effectuer, en préalable à l'exécution du ou des plans, une visite des locaux concernés.

Au cours de cette visite « in situ », il relèvera :

- L'ensemble des plans existants
- toutes les modifications intervenues, le cas échéant, par rapport au plan initial qu'il aura en sa possession (au stade de l'EXE),
- l'état des lieux dans le cas de relevé aux instruments,
- l'emplacement exact de tous les éléments devant figurer par la suite sur le plan.

B.2.3.3. Éléments devant figurer sur les plans

Le nom et l'adresse du concepteur doivent apparaître sur les plans. La taille des caractères utilisés ne doit pas être supérieure à celle des caractères les plus petits du plan.

La date de fabrication ou de mise à jour (mois, année) sera portée sur les plans.

Les plans, quelle que soit leur nature, doivent comporter un repère mettant en évidence l'emplacement où se trouve le lecteur, avec l'inscription « vous êtes ici ».

Les plans ne devront comporter aucun élément à caractère publicitaire.

Plans d'évacuation

Suivant la nature de l'établissement, les éléments suivants doivent figurer sur ces plans :

- cheminements d'évacuation principaux vers les issues du niveau concerné et les cloisonnements fixes les délimitant,
- fléchage des issues du niveau concerné.
- nature et emplacement des moyens de première intervention (boutons d'alarme, extincteurs, robinets d'incendie armés (RIA), etc.).

Plans d'intervention

Les éléments devant figurer sur ces plans sont fonction du degré de précision requis, de la nature des locaux, etc.

Ils doivent être fixés par accord entre les parties après avoir analysé, dans un concept global de sécurité incluant notamment la malveillance, les conséquences de l'affichage de certains éléments. L'accessibilité, l'emplacement seront pris en compte.

La liste donnée ci-après constitue un récapitulatif (« aide-mémoire ») destiné à aider les SOUSMISSIONNAIRES dans leurs études.

Suivant le cas considéré, l'emplacement et la nature de tout ou partie des éléments suivants pourront figurer sur le plan :

- o cloisonnements fixes avec indications des fenêtres, portes, soupiraux et autres ouvertures,
- o identification par fléchage des chemins d'évacuation,
- o dégagements, voies intérieures ou cours conduisant aux issues d'évacuation des immeubles,
- o ascenseurs et monte-charge, avec leurs accès,
- o raccordement à l'égout et tampon hermétique,
- o barrage-commande général de gaz - lequel doit être coté par rapport à deux plans,
- o barrages partiels de gaz,
- o organes de coupure de l'électricité, généraux et partiels,
- o contre-barrages, généraux et partiels, d'alimentation en eau,
- o barrages, généraux et partiels, de tous fluides autres que ceux cités ci avant,
- o chaufferies, gaines pompiers, vanne-police,
- o dépôts de combustible, avec mention de leur nature et capacité,
- o stockage de produits dangereux (avec identification de la nature),
- o machineries d'ascenseurs ou de monte-charge, cabine haute-tension et transformateur.
- o groupe électrogène, avec sa cuve de fioul (emplacement et contenance).
- o groupes de climatisation et de ventilation,
- o locaux d'ordures et réceptacle s'il existe un vide ordure,
- o moyens de secours, notamment :
- o prises de colonnes sèches ou humides,
- o robinets d'incendie armés,
- o commandes de désenfumage et de ventilation,
- o tableau de signalisation de détection d'incendie,
- o commandes manuelles de systèmes d'extinction etc.

B.2.3.4. Exécution graphique des plans

Lisibilité

En règle générale, les plans sont réalisés à l'échelle 5 mm/m. En aucun cas l'échelle ne doit être inférieure à 2,5 mm/m. Le plan doit contenir uniquement des renseignements directement liés à l'objet.

Représentation graphique des éléments

Les gros murs doivent être représentés par des traits de 1,6 mm minimum d'épaisseur.

Les cloisons intermédiaires doivent être représentées par des traits de 0,6 mm minimum.

Les escaliers et traits de rappels des symboles normalisés doivent être représentés par des traits de 0,15 mm minimum.

Les épaisseurs retenues pour les gros murs, les cloisons intermédiaires, les escaliers et les traits de rappels doivent être approximativement dans les proportions des épaisseurs minimales données ci-dessus.

Les symboles graphiques doivent être conformes à la norme NF ISO 6790, ou à l'annexe A de la présente norme.

La légende des symboles utilisés doit figurer sur la consigne en regard du plan.

Couleurs

Les symboles doivent être en noir.

Les flèches indiquant les issues doivent obligatoirement être de couleur verte.

Si les symboles sont coloriés, les couleurs suivantes sont réservées :

- o rouge : aux équipements de protection et de lutte contre l'incendie,
- o bleu : aux réseaux d'eau,
- o jaune : aux barrages de gaz.

B.2.3.5. Qualité du produit

Les plans et consignes de sécurité incendie affichés, tant d'évacuation que d'intervention, doivent être inactiniques.

Le fabricant doit garantir une durée de conservation de 5 ans.

Les procédés suivants sont recommandés :

- o gélatinographie,
- o offset,
- o sérigraphie.

Remarque cette liste n'est pas limitative. Toute autre méthode reprographique permettant une durabilité équivalente est admise.

Les procédés suivants sont interdits :

- o héliographie,
- o diazographie,
- o ozalide.

La reprographie peut être réalisée sur papiers (Canson, offset, vinyliques, etc.) ou sur plaques métalliques par impression chimique ou photographique, ou encore sur produits présensibilisés.

Les plans ou consignes sur support papier doivent en outre être :

- o soit mis sous verre ou sous matériau plastique semi-rigide transparent (polycarbonates, etc.),
- o soit plastifiés semi-rigides en 5/10 mm d'épaisseur au minimum. Dans ce dernier cas, un fond devra être placé au verso du document papier afin que les défauts du papier ne soient pas visibles.

B.2.3.6. Emplacements des plans d'évacuation et des consignes incendie

Les plans d'évacuation et les consignes incendie doivent être placés, par niveau (sous-sol, rez-de-chaussée, étages), à proximité immédiate des escaliers et ascenseurs, ou sur la porte d'escalier, ou à tout autre endroit où ils pourront être vus facilement.

Les plans d'évacuation doivent être orientés correctement par rapport au lecteur.

Cas particuliers

En plus de ce qui précède, il y a lieu de prévoir des plans et consignes, selon les cas.

B.2.3.7. Emplacements des plans d'intervention

Les plans d'intervention doivent être placés, par niveaux, à proximité des accès utilisables par les sapeurs-pompiers. De plus, un plan général, regroupant la totalité des niveaux, doit être placé à chacun des accès de l'établissement.

Il sera mis en œuvre pour l'ensemble du lycée de plans d'évacuations et d'interventions aux normes en vigueur.

Un plan schématique, sous forme de pancarte doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers.

Le plan doit avoir les caractéristiques d'intervention définie à la norme NF S60-303 relative aux plans et consignes de protection contre l'incendie.

FIN DU CCTP